

Session 2

Dimensions régionales de la mondialisation économique

Président : Henri REGNAULT, économie du développement, Université de Pau et des Pays de l'Adour

– Les nouvelles routes de la soie : outil de la politique régionale de Pékin en Asie ?

Emmanuel VÉRON

– Comment penser la désintégration économique régionale ?

Assen SLIM

– Les liens transsahariens d'une métropole eurafricaine. Tanger, entre mondialisation et régionalisations

Nora MAREÍ, Steffen WIPPEL

– La régionalisation des espaces maritimes en Asie du Sud-Est

Nathalie FAU

– Between Globalisation and Regional Disintegration: Is There Some Kind of Limited Integration in the Arabian Gulf?

Cristina D'ALESSANDRO, Evren TOK

Les nouvelles routes de la soie : outil de la politique régionale de Pékin en Asie ?

New Silk Roads: A Tool for Beijing's Regional Policy in Asia?

Emmanuel VÉRON

MOTS CLÉS

Belt and Road Initiative, Chine, infrastructures, politique étrangère

KEYWORDS

Belt and Road Initiative; China; Foreign Policy; Infrastructures

Moins d'un an après son accession au pouvoir, Xi Jinping, lors de discours à Astana (septembre 2013) et à Djakarta (octobre 2013), lance le projet multivectoriel des « nouvelles routes de la soie terrestres et maritimes », dont l'achèvement devrait voir le jour en 2049, 100^e anniversaire de la RPC. Le projet (plus de 1 000 milliards de dollars) « *Belt and Road Initiative* » est dans la continuité de la politique étrangère depuis le lancement des réformes par Deng Xiaoping en 1979. Xi Jinping procède à une appropriation de la formulation « routes de la soie » décrite entre autres à la fin du XIX^e siècle par le géographe Von Richthofen, afin de servir son discours de puissance. Le projet des « nouvelles routes de la soie » (NRS) vient structurer sa diplomatie comme vecteur de puissance, de multilatéralisme et d'expansion à la fois sur mer et sur terre.

Les NRS englobent des initiatives stratégiques (dès les années 1990) d'abord en Asie, correspondant à la diplomatie régionale de la RPC (en continuité avec les relations entre l'Empire et ses périphéries vassalisées) à travers plusieurs corridors de développement et de circulation. Cela permet d'assurer, à terme, diverses voies d'approvisionnement par le Pakistan, la Birmanie et l'Asie centrale, en réduisant la forte dépendance au goulot d'étranglement du détroit de Malacca. La Chine possède un voisinage compliqué, avec plusieurs puissances hétérogènes tentées de l'équilibrer (Russie, Japon, Inde, Corée du Sud), alors que d'autres donnent un contexte d'insécurité politique et stratégique (Corée du Nord, Pakistan, Afghanistan). Les NRS bénéficient des imposantes capacités commerciales et économiques chinoises encadrées par une politique étrangère assumée, toujours plus active. La RPC se veut à la fois moteur et arbitre d'une intégration économique régionale tout en centrant l'Asie autour de son *leadership* (pour, à terme, recentrer le monde sur elle-même).

L'Asie concentre une grande partie des investissements (ferroviaires, routiers, portuaires et énergétiques). Porteur d'une « diplomatie multilatérale », Pékin a pour ambition de remodeler les routes commerciales eurasiatiques au départ de la Chine, tout en tournant le dos partiellement à l'immensité du Pacifique et à la stratégie du pivot états-unien. La RPC envisage d'augmenter la connectivité et son influence économique et diplomatique

par la terre, sur la plaque eurasiatique (connexion entre la Chine et l'Europe *via* l'Asie centrale, la Russie et le Moyen-Orient) et par la mer *via* l'océan Indien pour connecter le continent africain, sur lequel la Chine a déployé une base militaire en 2017. En Asie surtout, la RPC continue de promouvoir une multipolarité asymétrique au sein de laquelle elle se voit comme la seule grande puissance capable de développer un jeu bipolaire avec les USA.

La géoéconomie rejoint la stratégie. Pékin prend davantage d'initiatives diplomatique et économique à travers la création de nouvelles institutions (Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures, Silk Road Fund, fonds d'investissement, etc.). Des acteurs bancaires comme la ICBC (Industrial and Construction Bank of China) rassemblent des actifs colossaux (3 880 milliards de dollars), permettant à la RPC d'investir et de se positionner stratégiquement à l'international. Aussi, les ambitions affichées de prendre la *leadership* dans l'innovation et la R&D (intelligence artificielle, révolution digitale) font de Pékin le principal rival des puissances occidentales.

Lors du 19^e Congrès du PCC (octobre 2017), le projet NRS a été inscrit dans la Constitution, marquant l'articulation intense des impératifs de politique intérieure et de politique étrangère. La montée en puissance de la RPC à travers les NRS implique une recomposition des rapports de force à l'international suggérant des questions (économique, militaire et juridique). La nature dérogoire de Pékin et la dimension sélective de ses responsabilités façonnent des questions pour la gouvernance mondiale, en particulier ses relations futures avec les États-Unis et l'Union européenne. La RPC entend proposer de nouvelles normes et standards, tout en rééquilibrant son économie, son territoire et son industrie. Les NRS répondent à des besoins intérieurs de stabilité (et d'horizon politique de puissance) par une réponse – évolutive – stratégique et géoéconomique qui, à terme, se confondra avec sa politique étrangère et concernera le monde.

Cette communication envisage de montrer comment la politique étrangère de Pékin se confond de manière croissante avec le projet NRS, en continuité avec la modernisation de sa diplomatie depuis les débuts de son internationalisation dans les années 1980. La Chine construit un espace régional en s'appuyant sur son immense diaspora, mais aussi, et surtout, à travers la construction d'infrastructures de désenclavement et d'intégration de ses territoires à plusieurs échelles, afin de dominer en Asie. Son environnement régional, très complexe et unique au monde, donne lieu à la construction pragmatique d'une politique étrangère dite de « diplomatie du pourtour » ou de « politique de bon voisinage ». Elle s'inscrit en continuité avec l'histoire des relations entre l'Empire et ses périphéries vassalisées. L'hégémonie régionale de la Chine est marquée par une montée en puissance des litiges territoriaux, notamment maritimes (mers de Chine orientale et méridionale), avec le Japon et des États d'Asie du Sud-est, et par le contournement de son enclavement continental (vulnérabilité stratégique), à travers une politique proactive de construction d'infrastructures de gazoducs et d'oléoducs avec la Russie, le Kazakhstan et le Pakistan, et de sécurisation de ses approvisionnements terrestres et maritimes. Le projet des NRS vient englober ces différentes complexités (économiques,

financières, technologiques, culturelles et sécuritaires) et souhaite apporter une réponse géoéconomique à l'Asie, comme centralité mondiale incontestée de demain. Enfin, cette communication montrera comment Pékin crée des liens de dépendance avec les divers pays d'Asie concernés par de grands projets d'infrastructures par l'endettement parfois colossal de gigantesques chantiers et d'offres imposantes à des fins de réduction de la pauvreté et de développement d'infrastructures. Ces projets sont attribués de manière quasi-systématique aux sociétés d'Etat chinoises, la plupart du temps sans appel d'offres.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

BRISSET J.-V., *La Chine, une puissance encerclée*, Paris, PUF, 2002.

CABESTAN J.-P., *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*, Paris, Presses Science Po, 2015.

KISSINGER H., *De la Chine*, Paris, Fayard, 2012.

VÉRON E., « Chine : "bon voisinage" en Asie ou hégémonie régionale ? », in RICHARD Y., MAREI N. (dir.), *Dictionnaire des intégrations régionales*, Neuilly-sur-Seine, Atlande, 2018, p. 269-270.

VÉRON E., « Les routes énergétiques de la soie et la diplomatie du voisinage chinois », *S'engager par la plume*, IHEDN, 2018, n° 2, p. 149-166.

L'AUTEUR

Emmanuel VÉRON est docteur en géographie, spécialiste de la Chine. Il enseigne aujourd'hui à l'Ecole navale. Il s'intéresse aux questions de géographie politique en Asie et de politique étrangère de la Chine (en particulier aux « nouvelles routes de la soie », participant à un groupe d'expertises pluridisciplinaires sur le sujet). Il travaille sur les modalités de la montée en puissance de la Chine à travers ses stratégies continentales et maritimes.

emmanuel.veron@yahoo.fr

Comment penser la désintégration économique régionale ?

How Should Regional Economic Disintegration Be Considered?

Assen SLIM

MOTS CLÉS

intégration, désintégration, méthode de l'exacte inversion

KEYWORDS

Integration; Disintegration; Exact Reversal Method

Brexit, volonté d'indépendance en Catalogne, fragilités de la zone euro, crise « des migrants », etc. Les crises incessantes qui secouent l'UE font progressivement émerger l'idée de sa potentielle « désintégration ». Mais que connaît-on de la désintégration ? Peut-on en prévoir les effets ? Partant du constat qu'il n'existe aucune théorie de la désintégration régionale, ce texte se propose d'étudier l'opportunité d'inverser les concepts forgés pour l'étude de l'intégration régionale.

Ce projet de recherche s'inscrit dans le champ de l'économie mais vise à favoriser le dialogue interdisciplinaire. A ce titre, le sens des mots est primordial, à commencer par celui d'intégration. François Perroux considérait que « dans la hiérarchie des mots obscurs et sans beauté dont les discussions économiques encombrant notre langue, le terme d'intégration occupe un bon rang » [1954]. Force est de reconnaître qu'il est bien difficile d'en donner une définition simple et qu'il en existe probablement autant que d'auteurs ayant écrit sur le sujet. De ce fait, une attention particulière sera portée à la définition des notions clés que sont donc l'intégration, mais aussi la région, la convergence et enfin la désintégration régionale.

Par ailleurs, ce projet de recherche pose de nombreuses contraintes tant théoriques, méthodologiques que pratiques.

Les contraintes théoriques, tout d'abord, car l'intégration est un concept large et transversal pour lequel il existe une grande variété d'approches, souvent antagonistes. François Perroux, propose la sienne, consensuelle, englobante : « l'acte d'intégrer rassemble des éléments pour former un tout, ou bien il augmente la cohérence d'un tout existant » [*Ibid.*]. Cette définition est suffisamment large pour n'exclure aucune des expériences d'intégration ni aucune des théories existantes, mais suffisamment précise pour distinguer un état (rassemblement d'éléments) d'un processus (augmentation de la cohérence). La difficulté ici consiste à s'entendre sur ce que recouvrent les notions d'« éléments », de « tout » et de « cohérence ». Et précisément, les contenus donnés à ces notions sont très différents d'une approche théorique à l'autre. Alors que l'approche standard en économie met l'accent sur l'unification des marchés, les approches hétérodoxes débordent ce cadre étroit et proposent une compréhension radicalement différente

de l'intégration régionale. Plusieurs auteurs ont proposé un autre contenu à l'intégration économique régionale. Il est possible de regrouper ces approches en deux grandes catégories : celles mettant l'accent sur les institutions et celles insistant sur le « partage des charges ». Les premières envisagent l'intégration non plus comme la seule union des marchés mais aussi comme un processus devant conduire à la centralisation progressive des instruments nationaux de la politique économique (budgétaire et monétaire). Plusieurs niveaux de centralisation sont distingués, allant de la simple « consultation » à la « coordination » la plus poussée [Tinbergen, 1965 ; Balassa, 1961]. Les secondes abordent d'emblée l'intégration comme un processus de réduction des écarts de développement entre régions, hors de portée du marché. Un autre mode d'allocation des ressources est alors envisagé : la solidarité. Seule cette dernière, par le partage des charges entre régions qu'elle suppose, est susceptible de donner une impulsion décisive en faveur de l'intégration économique régionale [Myrdal, 1958 ; Weiller, 1965].

Les contraintes méthodologiques ensuite, puisqu'il s'agit ici de tenter une « inversion » des propositions théoriques conçues pour penser l'intégration afin d'en déduire celles de la *désintégration* régionale. Un tel procédé pose la question de la réversibilité des concepts en sciences sociales : la désintégration peut-elle être entendue comme l'exact inverse de l'intégration ? Mais il pose aussi la question de la normativité inhérente à tout concept. Comme l'ont fait remarquer Gunnar Myrdal [1958] ou Paul Streeten [1961], l'intégration est un concept « chargé de valeur ». Qu'un terme soit chargé de valeur ne constitue pas en soi une objection à son utilisation. Mais chercher à le rendre « objectif » en lui donnant une définition qui serait « purement scientifique » est voué à l'échec dans le domaine des sciences sociales : « il n'y a aucun moyen d'étudier la réalité sociale autrement que du point de vue des idéaux humains » [Myrdal, 1958]. Considéré sous cet angle, il paraît bien difficile d'« extraire » une proposition théorique du temps et du contexte social dans lesquels elle a été forgées afin d'en entreprendre son « inversion ».

Les contraintes pratiques, enfin, puisqu'il s'agit de repérer sur le terrain la manière dont « intégration » et « désintégration » s'inscrivent. C'est alors que les notions de convergence vs divergence revêtent un caractère essentiel. Nous montrerons, dans le cas du territoire de l'Union européenne, qu'il existe une convergence régionale visible au sein des pays, qui coexiste avec une divergence régionale, tout aussi visible, entre les régions des différents pays membres. En d'autres termes, il coexisterait au sein de l'UE, une intégration régionale accrue au sein des pays et une désintégration régionale à l'œuvre entre ces mêmes pays. Ce constat conduira à s'interroger sur les conditions de succès et d'échec de l'intégration régionale à l'échelle européenne. Il apparaîtra que les approches standards par le marché (théorie néoclassique de l'intégration par exemple) sont bien incapables d'appréhender ce double phénomène de convergence/divergence à l'œuvre au sein de l'UE. En revanche, les approches hétérodoxes qui posent le « partage des charges » comme préalable à tout processus d'intégration régionale (l'approche de Myrdal, par exemple) se révéleront disposer d'une portée explicative plus forte des phénomènes observés.

Après avoir défini les notions d'intégration et de désintégration dans deux parties, nous tenterons de mettre ces deux concepts en opposition dans le cas particulier de l'Union européenne.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

ANDREFF W., « La désintégration économique internationale de l'Europe de l'Est », in MUCCHIELLI J.-L., CÉLIMÈNE F., *Mondialisation et régionalisation : un défi pour l'Europe*, Paris, Economica, 1993, p. 327-351.

MYRDAL G., *Une économie internationale*, Paris, PUF, 1958.

PERROUX F., *L'Europe sans rivages, Œuvres complètes, tome 1*, Grenoble, PUG, 1990 [1954].

TINBERGEN J., *International Economic Integration*, Amsterdam, Elsevier Publishing Company, 1965 [2^e éd. révisée].

VINER J. (1950), *The Customs Union Issue*, New York, Carnegie Endowment for International Peace.

L'AUTEUR

Assen Slim est maître de conférences HDR en sciences économiques à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO). Il a soutenu, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, une thèse de doctorat sur « Intégration et désintégration économiques régionales : du CAEM vers de nouvelles unions » (1997) et présenté, à l'Université Paris Diderot, un mémoire HDR intitulé « Intégration économique et durabilité : de la solidarité intra-européenne au développement durable » (2014).

assen.slim@inalco.fr

Les liens transsahariens d'une métropole eurafricaine. Tanger entre mondialisation et régionalisation

The Trans-Saharan Links of an Eurafrican City. Tangiers between Globalisation and Regionalisation

Nora MAREÏ, Steffen WIPPEL

MOTS CLÉS

infrastructures, circulations internationales, régionalisation économique, régionalisation multidirectionnelle, Tanger, Eurafrrique

KEYWORDS

Infrastructure; International Flows; Economic and Regional Connections; Multi-directional regionalisation; Tangier; Eurafrica

La région Tanger-Tétouan, au sud du détroit de Gibraltar, est considérée comme un angle dynamique du Maroc. Elle est en train de devenir le deuxième pôle industriel du Royaume derrière la région de Casablanca. Ce dynamisme est également visible du point de vue démographique : l'aire urbaine de Tanger a ainsi dépassé le million d'habitants. En effet, la région est le réceptacle de nombreux projets d'aménagement et de développement portés par l'Etat et qui fonctionnent comme un appel d'air pour les investissements directs étrangers (IDE) et, de fait, pour la main-d'œuvre nationale et au-delà.

Le projet le plus impressionnant est celui du port Tanger-Med (inauguré fin 2007 et dont les travaux du troisième terminal à conteneurs sont en cours) et sa panoplie de zones franches qui ont changé la configuration régionale, de façon notable, autour de la ville de Tanger. Le déplacement du port de commerce à 40 km de la ville a ainsi été une opportunité pour réorienter l'économie tangéroise vers le monde des affaires et le tourisme international à travers la réhabilitation du front de mer.

Ce développement spectaculaire se base sur l'aménagement rapide et volontariste de la ville et en particulier des infrastructures de transport à portée régionale et internationale (autoroutes littorales, route transsaharienne, « TGV marocain » mettant Tanger à deux heures de Casablanca, projet de tunnel sous le détroit de Gibraltar). Les zones économiques spéciales (logistiques, industrielles, services) ont attiré de nombreuses entreprises qui participent à ce redéploiement économique (par exemple Renault, Décathlon). Cette ouverture aux capitaux étrangers et aux échanges internationaux modifie notablement la connectivité de Tanger au reste du monde et en particulier à l'Afrique occidentale. Cette dernière est souvent une des cibles dans les stratégies des entreprises utilisant Tanger, son port, ses zones franches, comme *hub*. *Ainsi, Tanger (re)devient-elle une métropole internationale, tête de pont d'un réseau urbain, économique, transnational et africain ?*

Nous formulons l'hypothèse que Tanger se transforme à travers trois processus, à la fois liés, relativement concomitants, mais distincts :

- Une métropolisation qui se lit à travers une diversification de l'économie tangéroise et une montée en gamme (nouveau secteur industriel, logistique, activités tertiaires, tourisme) ;
- Une mondialisation, presque brutale mais pas inédite, autour du projet Tanger-Med qui inscrit la région dans la division internationale des processus de production (DIPP) et dans différentes chaînes de valeur économique et internationale ;
- Une régionalisation multidirectionnelle qui l'insère dans des réseaux économiques transnationaux, et principalement urbains, avec des liens jusqu'en Afrique de l'Ouest.

Dans ce contexte, l'axe Tanger–Dakar (portion atlantique du corridor littoral Le Caire–Dakar pensé par le programme pour le développement des infrastructures en Afrique, PIDA), dont l'impulsion est récente, préfigure la multitude de défis politiques et économiques que tente de relever le Maroc dans sa relation avec les pays africains au sud du Sahara. En particulier, ces processus d'échelle macro-régionale, qui correspondent à une des modalités de transformation de Tanger, permettent de lire les complémentarités possibles entre pays africains, les perspectives de consolidation de filières industrielles, ou encore celles de l'élargissement des marchés de consommation. Avec Tanger-Med et ses zones franches en tête de pont, une projection régionale du développement économique est en marche au Maroc. Elle est lisible à la fois du point de vue institutionnel et fonctionnel. Elle a la particularité d'être multi-scalaire et multidirectionnelle. L'exemple de Tanger illustre les imbrications entre mondialisation et régionalisation au service d'un développement économique international et libéral. Ce dernier transforme durablement voire durement les territoires locaux et les économies en développement. Il questionne sur les stratégies à l'œuvre à l'agenda des Etats et des institutions internationales. « Faire région » serait une nouvelle manière de faire du développement en favorisant les échanges transnationaux. La régionalisation serait plus « acceptable » que la mondialisation pour les populations et les sociétés. En analysant les évolutions multi-scalaires de Tanger, et leurs imbrications, nous proposons une analyse des transformations en cours. Les liens et les conséquences d'un trio métropolisation–mondialisation–régionalisation seront ainsi développés à la lueur d'une ville en pleine reconfiguration. Nous verrons que l'option africaine du processus de régionalisation dans lequel s'inscrit le Maroc constitue un virage contemporain dont les modalités sont diverses et multiformes. Tanger permet de lire une grande partie des modalités du processus de régionalisation en cours sans toutefois en couvrir tous les aspects. Mais l'originalité de notre approche demeure de partir d'une métropole pour expliquer, analyser et comprendre le processus de régionalisation en cours entre Maroc et Afrique subsaharienne.

L'ensemble des processus analysés sont à lire à la lueur d'une politique de développement nationale qui prône l'ouverture internationale. En particulier les (ré)orientations régionales et africaines sont affirmées et affichées depuis l'accession au trône de Mohamed VI. Tanger, par sa position au seuil de l'Europe, est en train de devenir une porte de l'Afrique. Cette situation privilégiée (*gateway-city*) fonctionne pleinement au

bénéfice de réseaux économiques qui fabriquent des territoires d'entreprises qui profitent de la consolidation des infrastructures régionales.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

HALLER D., REIFELD H., WIPPEL S. (dir.), *Focus sur Tanger : là où l'Afrique et l'Europe se rencontrent*, Rabat, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2016 [en ligne : www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=bc83847c-a93f-39a7-9c6d-45e28e929559&groupId=252038].

HUGON P., « Les économies en développement au regard des théories de la régionalisation », *Tiers Monde*, 2002, tome 43, n° 169, p. 9-25.

MAREI N., « Régionalisation entre Maghreb et Afrique de l'Ouest : regard géographique », *Interventions économiques*, HS « Transformations », 2017, p. 33-36 [en ligne : journals.openedition.org/interventionseconomiques/3156?file=1].

MARFAING L., WIPPEL S. (dir.), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine : un espace en constante mutation*, Paris–Berlin, Karthala–ZMO, 2004.

SÖDERBAUM F., *Rethinking Regionalism*, London, Macmillan-Palgrave, 2016.

LES AUTEUR.E.S

Nora MAREI est géographe, chargée de recherche au CNRS à Prodig. Ses recherches portent sur les relations entre circulations internationales, infrastructures et développement territorial dans les grandes villes méditerranéennes et ouest-africaines. Elle s'attache à confronter production planifiée des territoires par les acteurs institutionnels et production fonctionnelle par les acteurs locaux et privés.

nora.marei@cnrs.fr

Steffen WIPPEL est chercheur senior au Centre des études proche- et moyen-orientales (CNMS) à la Philipps-Universität Marburg en Allemagne. Parallèlement, il est *privat-docent* en sciences économiques et études moyen-orientales à la Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg. Ses travaux portent notamment sur les processus de régionalisation et sur le développement urbain dans le monde arabe et au-delà.

steffen.wippel@t-online.de

La régionalisation des espaces maritimes en Asie du Sud-Est

Maritime Regionalisation in Southeast Asia

Nathalie FAU

MOTS CLÉS

mer, Asie du Sud-Est, mer régionale, zone commune de développement, écosystème marin

KEYWORDS

Sea; Southeast Asia; Regional Sea; Joint Development Area; Marine Ecosystem

Si les études sur la régionalisation du monde sont de plus en plus nombreuses, elles se concentrent cependant généralement sur les recompositions territoriales terrestres tandis que les espaces maritimes sont négligés. Cette communication, s'appuyant sur un ouvrage collectif publié en 2018 que nous avons co-dirigé, propose d'analyser les processus de régionalisation des espaces maritimes en se focalisant sur l'Asie du Sud-Est, une région maritime située entre deux océans, Pacifique et Indien. Seules les régions et sous-régions institutionnalisées ou tout au moins formalisées par des accords officiels sont abordées.

Jusque dans les années 1970, les découpages d'un océan, pourtant unique comme le rappellent les océanographes, reposaient sur des conventions progressivement diffusées par les géographes européens. L'objectif était à la fois pratique et stratégique : nommer une partie de l'océan permettait à la fois de mieux l'identifier et de se l'approprier. Ce sont ainsi les cartographes occidentaux qui ont segmenté les mers d'Asie et les ont nommées d'après les pays riverains : océan Indien, mer de Chine méridionale, mer du Japon, etc. Ce découpage occidental ignorait le rôle unificateur de la mer dans la construction d'une véritable région, dénommée « *Nayang* » par les Chinois, « terres sous les vents » ou encore « mer malaise » par les Indiens, les Perses et les Arabes : la mer était un lien, un carrefour d'échanges et non une rupture ou un obstacle ; elle favorisait la création d'une identité culturelle commune forgée par la circulation des hommes, des biens, des idées. L'intervention des puissances coloniales puis les indépendances et la volonté politique des Etats de protéger leur territoire national ont cependant contribué à fragmenter et à remettre en question la cohérence maritime de l'Asie du Sud-Est. Or, si les mers d'Asie du Sud-Est sont désormais conflictuelles et présentent toutes les caractéristiques de zones maritimes à risques (conflits de délimitation des frontières maritimes, rivalités pour l'appropriation des ressources, dégradation rapide de l'environnement marin ou encore menaces non traditionnelles comme la piraterie), elles sont également au cœur de formes originales de coopération et d'intégration régionale.

Afin d'analyser ces nouvelles formes de régionalisation des espaces maritimes, cette communication est organisée en 3 parties.

Dans une première partie, il s'agit de comprendre les facteurs à l'origine d'une nouvelle régionalisation des espaces maritimes. Le premier est l'évolution du droit de la mer. Après des décennies de tensions, la Conférence de Montego Bay de 1982 a établi un nouveau droit de la mer et fixé des frontières maritimes. La délimitation de ces nouvelles frontières a certes été à l'origine de nouveaux conflits pour l'appropriation des océans mais aussi de nouvelles formes de coopération et d'invention territoriales qui favorisent le passage de « territoires maritimes de confins » à des « territoires maritimes partagés ». L'article 123 de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) de 1982 fait ainsi obligation aux Etats riverains des mers fermées ou semi-fermées, comme la mer de Chine méridionale, de coopérer dans l'exercice de leurs droits et obligations afin de coordonner la gestion, la conservation, l'exploration et l'exploitation des ressources biologiques en mer. Le second facteur est une meilleure connaissance des océans et de leurs richesses et la possibilité technique de les explorer et de les exploiter : lorsque des ressources naturelles sont situées soit des deux côtés de la frontière soit dans une zone de chevauchement des revendications territoriales, la coopération pragmatique s'avère souvent économiquement plus rentable que la confrontation. Le troisième est la prise de conscience de la dégradation rapide de l'environnement marin et de ses impacts non seulement sur les biocénoses marines mais aussi sur la vie humaine. Par ailleurs, la protection de l'environnement s'est révélée être une cause particulièrement unificatrice et des pays ne parvenant pas à résoudre des conflits de frontières maritimes ont néanmoins décidé de coopérer pour protéger leur environnement marin commun. Le quatrième facteur est le rôle des organisations internationales dans cette régionalisation des mers : le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a ainsi lancé dès 1974 le programme des mers régionales.

La seconde partie envisage l'évolution de la régionalisation des espaces maritimes et marins : de sectorielle, focalisée généralement uniquement sur la gestion d'une ressource (pêche ou pétrole), elle est désormais intégrée et centrée sur un espace délimité par les spécificités de son écosystème marin. En Asie du Sud-Est, les plus anciennes formes de régionalisation sont les « zones communes de développement », des espaces maritimes de coopération qui permettent aux Etats côtiers le partage et l'exploitation conjointe des ressources naturelles avant même la délimitation officielle d'une frontière maritime. Depuis la fin des années 1990, les mers d'Asie du Sud-Est sont au cœur d'initiatives subrégionales pour la protection de l'environnement : grands écosystèmes marins (GEM), écorégions marines ou encore « grands paysages marins », la plus emblématique étant l'initiative du « triangle de corail ». En effet, l'originalité de cette régionalisation réside dans son processus de délimitation qui tient compte non des frontières maritimes mais du seul fonctionnement des écosystèmes marins. La mer est appréhendée comme un espace autonome et non plus comme une marge des territoires nationaux ou le simple prolongement d'un espace de souveraineté exercé sur terre.

La dernière partie identifie, à partir des cas asiatiques, les différences et les points communs entre les processus de régionalisation sur mer et sur terre. Elle s'appuie sur une analyse des spécificités des frontières maritimes par rapport aux frontières terrestres, des différents acteurs impliqués et du poids de la législation internationale.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

ALEXANDER L. M., *Marine regionalism in the Southeast Asian Seas*, Paperback, 1992.

FAU N., DE TRÉGLODÉ B., *Mers d'Asie du sud-est. Coopérations, intégrations et sécurités*, Paris, CNRS éd., 2018.

GRATALOUP C., CAPDEPUY V., « Continents et océans : le pavage européen du globe », *Monde(s)*, 2013/1, n° 3, p. 29-51.

MOTTET E., LASSERRE F., COURMONT B., *Géopolitique de la mer de Chine méridionale. Eaux troubles en Asie du Sud-Est*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2017.

ROS N., GALETTI F. (dir.), *Le droit de la mer face aux « méditerranées »*, Editorial Scientifica, 2016.

L'AUTEURE

Nathalie Fau est maître de conférences à l'Université Paris Diderot, chercheure au Cessma et membre du programme européen H2020 « Competing Regional Integrations in Southeast Asia » piloté par l'EFEO. Elle a été trois ans en poste à Kuala Lumpur, affiliée au Maritime Institute of Malaysia dans le cadre d'une délégation CNRS auprès de l'IRASEC. Elle a codirigé en 2014, avec Khonthapane et Taillard, l'ouvrage *Transnational Dynamics in Southeast Asia: The Greater Mekong Subregion and Malacca Straits Economic Corridors*, ISEAS et en 2018, avec Benoît de Tréglodé, *Mers d'Asie du sud-est. Coopérations, intégrations et sécurités*, CNRS éd.
fau.nathalie@gmail.com

Between Globalisation and Regional Disintegration: Is There Some Kind of Limited Integration in the Arabian Gulf?

Entre globalisation et désintégration régionale : y a-t-il une intégration régionale partielle dans les pays arabes du Golfe ?

Evren TOK, Cristina D'ALESSANDRO

KEYWORDS

Gulf Cooperation Council; Blockade; Regional Disintegration; Political Geography

MOTS CLÉS

Conseil de coopération du Golfe, embargo, désintégration régionale, géographie politique

The announcement of the creation of the Gulf Cooperation Council (GCC) was made during the meeting of the six Gulf States leaders (Saudi Arabia, Kuwait, the United Arab Emirates, Qatar, Bahrain, Oman) in Abu Dhabi, the capital of the UAE, on May 25th, 1981, and has since been known as the founding summit. Since Gulf States share the same borders, language, traditions, religion, and customs, it was not difficult to step towards unification and achieve coordinated approaches towards regional integration. Moreover, the summit strived to make sure of fulfilling coordination, integration, and interdependence through the linkages between their people in various fields, which was a priority objective of the GCC.

One of the natural consequences of this integration was amidst the changing international system, where new and emerging development actors are playing an increasingly significant role in the provision of development assistance. Among these donors, Gulf countries constitute a specific model. Gulf development cooperation is not new, and countries such as Kuwait, the Kingdom of Saudi Arabia (KSA), and the UAE have been visible actors in development aid since the 1970s. Nevertheless, in recent years the growing involvement of new actors in development cooperation such as the BRICS group has been challenging the Development Assistance Committee model of development and the way aid is both globally conceived and delivered. Since the 1960s, the DAC has been a unique forum of the largest global funders of aid, including 30 members and representing a traditional “model” of development cooperation in which Western countries recognise themselves.

Among these new donors, Gulf countries present a specific “khaleeji mode” that focuses heavily on bilateral aid arrangements and is cautious of multilateral cooperation. This recent model of development cooperation highlights common features among GCC countries. Gulf donors are for instance increasingly directing funds towards lower- and lower-middle income countries in sub-Saharan Africa. They also have similar sectoral priorities that differ from those of DAC donors. They channel aid more heavily towards infrastructure projects aimed at improving transportation and access to water, and providing energy.

Their development assistance is consistently tied to technical cooperation projects, material goods, and concessional loans. Nevertheless, one major drawback of the khaleeji mode is its limited regional integration.

Deep differences exist between Gulf countries in their practices and traditions of development cooperation. While some are historical donors, like the UAE and Kuwait, others, like Qatar, have very specific approaches. The sheer variety of Gulf views, interests, and approaches to development cooperation are a proof among others that regional integration and a coordinated approach to aid are not going to be achieved in the short term.

Furthermore, nowadays the GCC region is experiencing a blockade imposed on Qatar by KSA, UAE and Bahrain. This proposed study aims at questioning the impact and role of the blockade, which has begun on June 5th, 2017. A year later, there have been various reversals, changes, and modifications in the international economic, social, and political behaviour of the GCC states, especially Qatar. What does the blockade signify for regionalism and does it mean regional disintegration? Do regional integration and globalisation oscillate like a pendulum or can they co-exist?

After a presentation of the variety of approaches developed in the literature to study dynamics of regional disintegration in the EU, but also in African regions, such as the Southern African Development Community, and in Eurasia, the proposed study investigates the phenomenon in the GCC using a political geography perspective. It points out that, beyond the obstacles due to limited economic integration in the Gulf, the GCC has been facing since its creation political and policy hurdles to coordination and cooperation. Like in other regional contexts, unbalanced development limits regional integration, but furthermore the recent blockade produces a dangerous divide between Gulf states. These are seeds of regional disintegration while its regional integration is already limited and fragile.

The methodological perspective of the paper will be fulfilled initially by a literature review: as a standard exercise in any such research project, this one will be unique in surveying the literature in Arabic as well as in English. We will also include gray literature (news-papers, business magazines, blogs and websites) to capture the richness of a rapidly developing and changing field. In-depth semi-structured interviews with stakeholders, officials from ministries of foreign affairs, diplomatic institutes, international research institutes such as Brookings, will primarily relay perceptions and opinions of various officials towards integration and disintegration. Theoretical insights about region/regionalism from a political geography perspective will use both Francophone and Anglophone sources, to see whether theoretical approaches are appropriate to the needs and views of relevant policy-makers and stakeholders in the Gulf.

BRIEF BIBLIOGRAPHY

AL-MAWALI N., "Intra-Gulf Cooperation Council: Saudi Arabia Effect", *Journal of Economic Integration*, 2015, n° 30, p. 532-552.

BARNETT M. N., "Identity and alliances in the Middle East", in KATZENSTEIN P. (ed.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 400-447.

HANIEH A., *Capitalism and Class in the Gulf Arab States*, New York, Palgrave MacMillan, 2011.

HVIDT M., "Economic and Institutional Reforms in the Arab Gulf Countries", *Middle East Journal*, 2011, n° 65, p. 85-102.

MOMANI B., ENNIS C. A., "Between Caution and Controversy: Lessons from the Gulf Arab States as (re-)Emerging Donors", *Cambridge Review of International Affairs*, 2012, n° 25, p. 605-627.

THE AUTHORS

Evren Tok is Associate Professor and Assistant Dean for Innovation and Community Advancement, Programme Coordinator for Islam and Global Affairs Program at College of Islamic Studies, Hamad Bin Khalifa University, Doha, Qatar. His latest publication, *Global Governance and Muslim Organizations*, was published by Palgrave MacMillan in 2018. He is Lead Project Investigator for Qatar National Research Fund Priority Program for 3 years on "Localizing Entrepreneurship Education in Qatar". He has top-notch experience in building disruptive mechanisms in education and learning in post-graduate studies.

etok@hbku.edu.qa

Cristina D'ALESSANDRO is Senior Fellow at the Centre on Governance, University of Ottawa (Canada), Research Fellow at Prodig (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France), and Affiliate Associate Professor at Riara University in Nairobi, Kenya. She serves as international consultant with various organisations and institutions. Her research focuses on urban planning, management and transformation; natural resource and environmental governance; political, economic and territorial governance; entrepreneurship, private sector development, and economic diversification.

cristina.dalessandro@wanadoo.fr